



Douarnenez Rouge et Vert

Décembre 2010

CRISE SOCIALE, CRISE POLITIQUE ?

Avec des millions de femmes et d'hommes dans l'action, la mobilisation contre la casse de notre système de retraite constitue l'une des plus puissantes mobilisations sociales des 20 dernières années. Malgré le vote de la Loi par une majorité UMP aux ordres, représentée chez nous par le sénateur-maire Philippe Paul, et sa promulgation par le Président de la République, la colère sociale reste vive et le refus de cette Loi injuste demeure. Derrière la question des retraites, c'est d'un choix de Société dont il s'agit.

Deux ans après le début de la crise financière, l'oligarchie poursuit son offensive. Partout en Europe, elle démantèle les services publics, détruit l'emploi, casse la protection sociale, institutionnalise la précarité... Partout en Europe, des gouvernements complices multiplient les politiques de régression sociale pour satisfaire la finance internationale et les spéculateurs. **Hier, la Grèce, aujourd'hui l'Irlande, l'Espagne et le Portugal. Et demain, à qui le tour?**

Leur politique, c'est toujours plus de sacrifices pour les travailleurs, les chômeurs et les couches populaires; toujours plus de cadeaux pour les riches et les classes dominantes.

En France, l'affairisme et la collusion entre le pouvoir et le monde de l'argent et des privilèges discrédite Sarkozy et son gouvernement. Un nombre croissant de citoyennes et de citoyens expriment un rejet du pouvoir en place. **Et partout en Europe, les Peuples commencent à se lever contre un système qui n'en finit plus de les exploiter.**

Avec la crise sociale, une crise politique s'est ouverte qui remet en cause la légitimité du gouvernement et pose la question de son départ.

Au projet global de régression de la droite et du patronat continuons à opposer une forte mobilisation sociale, citoyenne et politique. Tous ensemble, construisons une alternative de Société qui passe par :

- une autre répartition des richesses
- un mode de développement répondant aux besoins de la population
- la création d'emplois socialement et écologiquement utiles
- une réduction massive du temps de travail, sans perte de salaire
- la nationalisation du système bancaire sous contrôle populaire
- le développement du contrôle des travailleurs sur la marche des entreprises

Comme pour la bataille sur les retraites, et sans attendre 2012, il y a urgence à construire un large front d'unité populaire capable, face au capitalisme, de changer le rapport de forces; capable d'imposer une véritable transformation sociale, écologique et démocratique.



Pour nous contacter: Les Alternatifs,

Un Mouvement politique de Gauche et Ecologiste, pour le partage des richesses, un autre modèle de développement, une démocratie active, voilà ce que veulent les Alternatifs.

Notre carte de visite: rouges, verts, pour les solidarités, l'écologie, le féminisme et l'autogestion

06.72.03.91.50, alternatifs-dz@orange.fr, www.alternatifs.org

Les Alternatifs sont membres de la Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique

TOURNEZ MANEGE !

Depuis le début de l'été, la rue Duguay Trouin a changé de sens de circulation. Le flux est devenu descendant en direction des halles. **Avantages** : aucun. **Inconvénients** : énormes!

CA ENGORGE AU BOLOMIG !

Lors d'une réunion concernant les aménagements futurs, celui de la rue Duguay Trouin a été évoqué. Malgré les remarques sur les inconvénients prévisibles faites à l'Adjoint à l'urbanisme, l'élus a évacué les doutes et mis en avant la demande expresse de commerçants de cette rue . Si des problèmes survenaient, il serait toujours temps de revenir à la situation antérieure.

Résultats : des embouteillages fréquents, l'insécurité constante pour les piétons. Les automobilistes engagés sur ces voies se retrouvent immobilisés au milieu de la chaussée en se demandant comment se sortir de ce (merd...) cas de figure. Comme la simplicité est de mise, la rue Voltaire, en toute « logique », a gardé son stop. Et les piétons dans cet imbroglio, devinez leur émoi! ils ne peuvent traverser ce carrefour qu'en se fiant à leur bonne étoile et à leurs risques et périls. Effet collatéral, le carrefour des rues J Bart-Henri Barbusse avec ses feux tricolores (à débit lent) limite, dans chaque sens, le mouvement des véhicules et accentue les bouchons.

Actuellement rien n'est changé, il y a bien sûr moins de vacanciers, mais l'insécurité des piétons est toujours patente. **Le changement de sens de la rue Duguay Trouin est tout sauf une bonne idée.** Dans une communication récente, le Maire s'est prononcé sur la question. Il suffirait, selon lui, de remettre la rue ...en double sens!

DU NOUVEAU SUR LE PORT DU ROSMEUR

Un panneau limitant la vitesse à 20km/h avec priorité piétonne y a été mis en place. Le stationnement des voitures dans la zone allant du bas de la rue Anatole France jusqu'à la rue du Grand Port a changé de côté et un nouveau balisage au sol a été créé.

C'est plutôt une bonne décision... pour les voitures. Mais une fois encore les piétons sont oubliés. La partie réservée aux promeneurs n'a pas varié dans ce nouvel aménagement. Située coté mer, elle est étroite, avec à certains endroits l'impossibilité de se croiser et d'évoluer facilement; les landaus, poussettes, fauteuils pour handicapés sont bannis de cette bande de « promenade ». La réglementation permet de marcher « en priorité » sur la chaussée. Alors chiche, essayons : Revoyons la question en élargissant la bande piétonne pour permettre de **déambuler en toute sécurité.**

ET L'ATTRACTIVITE DU CENTRE VILLE?

Le stationnement autour des halles, dans les rues avoisinantes et sur leurs trottoirs, est toujours aussi anarchique. Les panneaux d'interdiction en tout genre fleurissent. La présence du policier municipal n'a pas d'effet salvateur et pourtant, nous sommes dans une zone à priorité piétonne. L'embauche annoncée, d'un 2^{ème} policier municipal permettra-t-elle un meilleur résultat si la réglementation n'est pas appliquée? A un moment où une réflexion intéressante s'engage sur l'avenir commercial du centre ville, plus que jamais une large concertation avec l'ensemble de la population est indispensable pour penser l'aménagement de ce quartier et un plan de circulation cohérent.

Le Clown Ronnie débarque à Douarnenez



Ainsi donc, Douarnenez va avoir son Mac Do! Une implantation présentée par la Municipalité UMP comme une chance pour l'économie locale et l'emploi.

Fi donc, des enquêtes nutritionnelles qui ont prouvé que le type d'alimentation proposé par Mac Do, a des effets catastrophiques à long terme sur la santé, surtout chez les jeunes : surcharge en graisses et en sucres, problèmes d'obésité, etc.. Une alimentation à base de produits issus de l'agriculture industrielle et souvent importés, au mépris des productions locales qui participeraient ainsi à notre économie du terroir.

Nous avons à Douarnenez un nombre important de restaurants qui proposent des plats diversifiés, ouverts sur les cuisines du monde, avec des produits de qualité qui auraient mérité d'être confortés par les pouvoirs publics.

Champions de la « mal bouffe », Mac Do et ses homologues des fast food sont aussi les champions de la précarité, des salaires de misère, du temps partiel imposé, de la chasse aux syndicalistes . Vraiment, quelle chance pour Douarnenez!

SOLIDARITE SANS FRONTIERES

Le Festival de cinéma avait sollicité la mairie pour quelle s'associe à la campagne de soutien à Madame Aung San Suu Kyi, représentante de l'opposition démocratique birmane assignée à résidence depuis des années par la dictature militaire de son Pays. Nous ne pouvons que nous réjouir que le portrait de cette femme, symbole de la lutte du Peuple birman, ait été apposé ces derniers mois sur l'Hôtel de Ville.

L'association Info-Birmanie avait par ailleurs, dans le cadre de la campagne « Ma ville soutient Aung San Suu Kyi », proposé le vote d'un vœu en Conseil Municipal pour interpeller les autorités de notre Pays sur le sort d'Aung San Suu Kye. Il aura fallu attendre la séance du 5 Novembre pour que ce vœu, déposé par les élus de l'opposition, soit voté par le Conseil municipal de Douarnenez. Mieux vaut tard que jamais et réjouissons nous que la campagne internationale pour Aung San Suu Kyi ait abouti à la levée récente de son assignation à résidence

A Douarnenez, de nombreuses associations de solidarités internationales mènent également des actions en faveur des droits de l'Homme. Il faut espérer que le Maire, par ailleurs membre de la Commission des Affaires étrangères du Sénat saura prendre en compte leurs demandes et les soutenir dans leurs actions.

ENFIN UNE CLASSE POST BAC AU LYCEE JEAN MARIE LE BRIS

Depuis la rentrée de Septembre, le Lycée Jean Marie Le Bris a ouvert une classe préparatoire aux concours paramédicaux scientifiques (kinésithérapeute, manipulateur en radiologie, technicien en analyses médicales...). Ce sera la seule classe de ce type pour toute la Bretagne. On ne peut que se féliciter de cette ouverture qui conforte et élargit l'offre de formation à Douarnenez. Une offre qui s'adresse aux jeunes douarnenistes, mais aussi aux jeunes du reste de la Région qui pourront venir suivre cette formation dans notre ville.

On doit d'autant plus s'en féliciter que depuis des années les équipes enseignantes ont porté plusieurs projets de sections nouvelles (tertiaire, paramédical, filière bilingue au collège, filière audiovisuelle) et que jusqu'ici ces projets se sont tous heurtés aux fins de non recevoir d'une administration qui semblait considérer Jean Marie Le Bris comme un établissement de 3^{ème} zone

UNE SALLE POLYVALENTE A DOUARNENEZ, LA CULTURE AUX CHAMPS ?

Le projet semble être dans les cartons de la majorité municipale. N'a-t-on pas entendu, lors d'une séance du Conseil, l'Adjointe à la culture déclarer avec une touchante émotion « c'est notre bébé » à la suite d'une interpellation de l'opposition sur le caractère peu transparent de ce dossier.

Un équipement indispensable

Le fait est qu'il y a un vrai besoin à Douarnenez d'un équipement qui permette d'accueillir des manifestations d'une certaine importance dans de bonnes conditions et de résoudre des problèmes de sur-occupation des salles existantes. Un équipement permettant d'accueillir aussi bien des réunions d'associations, des conférences, des spectacles ; facile d'accès tant à pied qu'en voiture, offrant une possibilité de restauration. Un équipement comme on en trouve dans bien des communes de la région qui ont pourtant une taille bien plus modeste que Douarnenez.

L'importance de sa localisation

La majorité municipale nous annonce la réalisation de cet équipement sur la zone du Drevers. Il est vrai que l'espace y est vaste, la réalisation de parkings aisée. Mais le côté pratique du lieu fait fi de l'animation de la ville. Nous avons besoin d'un équipement au coeur de la cité, permettant des synergies avec les commerces existants, des animations simultanées dans les rues et dans cet équipement futur. **L'optique de l'ancienne gare serait à envisager.**

Définir les contours d'une telle réalisation, choisir sa localisation nécessiterait la constitution d'un groupe de travail réunissant des élus tant de la majorité que de l'opposition, des représentants d'associations les plus diverses, des citoyens volontaires. Tout le contraire de la méthode qu'annonce la majorité municipale qui semble privilégier le secret des cabinets d'étude. Dommage !

GESTION DU CAMPING MUNICIPAL : C'EST LA PRIVATISATION !

La majorité municipale UMP a donc décidé de déléguer pour 25 ans (excusez du peu) la gestion du camping municipal du Bois d'Isis à une société privée. On ne peut que déplorer ce choix alors qu'existent déjà à Douarnenez et dans les alentours un nombre conséquent de campings privés. Ce qui se profile, de l'aveu même des promoteurs de cette opération, c'est la transformation de ce camping populaire en équipement « haut de gamme » visant une clientèle aisée. Un camping municipal n'a pas vocation à rapporter de l'argent, mais à permettre à des familles populaires d'accéder aux vacances à un prix raisonnable. En faisant le choix de la privatisation du camping du Bois d'Isis, espace public jusqu'ici ouvert aux douarnenistes, la majorité municipale montre le peu de cas qu'elle fait du service public.

C'est un vrai choix de classe

Un Agenda 21, pour quoi faire ?

Développement durable, concertation, transversalité, avenir ont été des fils conducteurs des diverses rencontres, de ces derniers mois sur l'Agenda 21 mis en place par la Communauté de Communes du Pays de Douarnenez.

Mais, c'est quoi l'Agenda 21? : L'agenda 21 est né en 1992, au **sommet de la Terre de Rio** qui a adopté un programme d'action pour le 21^{ème} siècle; Ses objectifs: répondre aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. L'article 28 de ce programme d'action détermine le rôle essentiel des collectivités : « la participation et la coopération des collectivités locales seront déterminantes pour atteindre ces objectifs ». Cela concerne la gestion des déchets, la qualité de l'eau, l'économie, le lien social, la biodiversité etc.

En faisant appel à un cabinet d'études, la Communauté de Communes s'est dotée de moyens pour la mise en place de cet Agenda 21; mise en place qui passait par une concertation la plus large possible sur le Pays de Douarnenez. L'intention est louable, mais s'est avérée bien peu participative. Est-ce la faute à une communication insuffisante, ou la peur de s'engager dans une « nébuleuse » de théories complexes ?

Si les associations ont bien répondu, on n'a pas beaucoup vu les élus de la majorité de la ville de Douarnenez et trop peu de citoyens y ont participé. La concertation ne doit pas se faire seulement dans un sens, mais être au cœur de la démarche de l'Agenda 21. On peut regretter que des ateliers, lieux de débat, n'aient pas été mis en place dans les quartiers, les bourgs, les écoles (surtout quant on parle d'avenir) la MJC, l'ULAMIR... Les discussions et les propositions d'actions concrètes auraient été plus riches et approfondies.

4 axes de réflexion ont été proposés: L'eau, la terre, le territoire, les services à la population. Un 5^{ème} atelier concernait les employés de la Communauté de

Communes. La restitution des travaux a eu lieu en Octobre au Juch. Outre des propositions bien spécifiques, on a retrouvé beaucoup de thèmes communs aux 5 ateliers :

- l'absence de la notion d'appartenance au territoire par les citoyens : que fait une Communauté de Communes, quelles sont ses compétences ? Ses projets ?
- En découle, une communication inexistante des décisions, des projets de la Communauté envers les citoyens, voir même les élus entre eux.

Des propositions d'action ont été évoquées :

- Meilleure gestion des transports collectifs entre les Communes, gestion d'un covoiturage etc.. ,
- Prise de conscience de la gestion des déchets collectifs et individuels,
- Mise à disposition de terrains pour des jeunes agriculteurs tournés vers l'agriculture bio ou raisonnée
- Place des jeunes dans le Pays,
- Réflexion sur notre habitat en terme de bâti, de foncier,
- Mutualisation des services entre les Communes de la Communauté des Communes,

Mais à notre avis, le thème le plus important évoqué dans l'atelier « Services à la population » est bien la nécessité de mettre les habitants au centre de la réflexion sur l'avenir de notre territoire : Recenser les besoins de la population par de la concertation, y définir collectivement des projets qui répondent réellement à ses besoins.

La Communauté de Communes devra se doter de moyens pour mettre en place ces actions et définir « des arbitrages ». Mais avec quelle concertation? Celle du haut vers le bas ? On peut s'inquiéter de la suite qui y sera donnée et craindre une dérive à coup d'effets d'annonce, de bonne conscience ou de vœux pieux, mais sans prise directe avec les réalités que vit la population

ROMPRE AVEC LE MODELE PRODUCTIVISTE ET LIBERAL

Depuis trop longtemps l'agriculture de ce pays est dominée par un productivisme dont on voit aujourd'hui les dégâts économiques sociaux et environnementaux. La prolifération incontrôlée des algues vertes sur nos côtes en est la manifestation la plus palpable. Alors que la plupart des filières agricoles sont en crise profonde, l'Union Européenne et nos gouvernants s'apprêtent, au nom des dogmes libéraux, à supprimer les quotas laitiers avec toutes les conséquences prévisibles d'une telle décision: Concentration des outils de production, liquidation des exploitations petites et moyennes, course aux volumes pour s'en sortir... Il y a urgence à réorienter en profondeur la politique agricole dans le sens d'une rupture avec le modèle productiviste et libéral: Maitrise des productions, partage des droits à produire, prix garantis et rémunérateurs permettant aux agriculteurs de vivre décemment de leur travail, soutien clair aux pratiques agricoles respectueuses de l'environnement; c'est à ce prix seulement qu'on parviendra à faire reculer le phénomène des Algues vertes.